

LANCEMENT DU PLAIDOYER DE LA COALITION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE GENETIQUE AFRICAIN

(Suite & Fin)

Après avoir présenté le contexte général et ce qui justifie le plaidoyer pour la protection du patrimoine génétique africain dans le précédent numéro, le présent numéro de « Semences de la biodiversité » présente les objectifs du plaidoyer et de l'atelier de lancement, ainsi que les résultats de l'atelier de lancement du plaidoyer.

3. OBJECTIFS DU PLAIDOYER

3.1 Objectif global

Amener les décideurs africains à élaborer, à voter et à faire appliquer des lois protégeant le patrimoine génétique africain et garantissant les intérêts stratégiques des communautés locales selon les lois modèles de l'Union Africaine) (UA).

Il s'agit principalement :

- de sensibiliser l'opinion publique sur les dangers de la dégradation irréversible du patrimoine génétique africain c'est-à-dire d'organiser, une vulgarisation intensive de l'information surtout au niveau des Organisations Paysannes (OP), des organisations communautaires de base et de tous les principaux acteurs en général : scientifiques, décideurs politiques, secteur privé, ONG, etc. avec l'aide des médias et surtout des radios rurales ;
- d'œuvrer, pour l'utilisation dans les meilleurs délais, de la nouvelle loi de l'Union Africaine (UA) pour l'élaboration de la législation nationale relative aux ressources génétiques et aux droits des communautés locales ;
- de prendre des dispositions nécessaires pour assurer la collaboration sous-régionale et continentale et œuvrer pour l'annulation de l'annexe 10 de l'accord de Bangui révisé, relative aux obtentions végétales, dans les 16 pays de l'OAPI ;
- de rejeter les OGM dans tous les pays africains pour une meilleure exploitation des ressources génétiques africaines (alimentaires ou autres).

3.2 Objectifs spécifiques d'ici 2007

D'ici 2007, amener les décideurs des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA : Bénin, Burkina-Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) à élaborer, à voter et à faire appliquer les lois protégeant le patrimoine génétique de leurs pays et garantissant les intérêts stratégiques des communautés locales selon la loi modèle de l'Union Africaine (UA).

Il s'agit, dans un premier temps, de limiter notre champ d'action (à titre expérimental) aux huit pays de l'UEMOA pour tester notre stratégie et affiner nos méthodes avant de cibler tout le continent. L'UEMOA est un espace relativement homogène (usage en commun du français) et relativement dynamique. Acquis à cet égard, L'UEMOA est susceptible d'impulser le mouvement et d'entraîner la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO : les huit pays de l'UEMOA auxquels s'ajoutent le Cap Vert, la Guinée Conakry, le Ghana, le Libéria, le Nigéria et la Sierra Leone).

4. OBJECTIFS DE L'ATELIER DE LANCEMENT

L'atelier poursuivait les objectifs suivants :

- Echanger les expériences sur les menaces actuelles et les initiatives déjà prises pour agir contre ces menaces.
- Elaborer les stratégies du plaidoyer pour la protection du patrimoine génétiques ;
- S'entendre sur les grandes lignes de l'organisation de la coalition, son fonctionnement et le rôle de chacun dans la coalition.
- Présenter les résultats des travaux au grand public.

Ces principaux objectifs répondaient par ailleurs aux attentes des participants exprimées autour des points suivants :

- Avoir une meilleure connaissance des lois modèles africaines et avoir des informations sur le protocole de Carthage.
- Approfondir les connaissances dans le domaine des OGM (risques/avantages) ;
- Savoir comment se fait la gestion actuelle du patrimoine génétique
- Elaborer un plan rigoureux réaliste durable du plaidoyer.
- A travers les échanges, vérifier si le projet de plaidoyer correspond bien à la situation que les gens vivent dans les pays concernés.
- Avoir plus de connaissances sur ce qui peut amener les gens à croire que la protection du patrimoine génétique africain est indispensable.
- Comment construire un partenariat fort pour la réussite du plaidoyer.
- Savoir les obstacles à l'adoption des lois modèles de l'UA dans les pays représentés et comment lutter contre cela.

5. METHODES DE TRAVAIL ET RESULTATS

Pour atteindre les objectifs présentés et répondre aux préoccupations des participants, l'atelier a travaillé selon le programme suivant :

- Analyser les menaces qui pèsent sur les ressources biologiques en Afrique, montrer le rôle que les modèles de loi de l'UA peuvent jouer pour la protection du patrimoine génétique africain
- Faire un plan d'attaque pour commencer la mise en œuvre du projet de plaidoyer et discuter de comment la coalition sera organisée.

Ensuite pour le déroulement de ce programme, l'atelier a choisi une démarche participative, faisant réfléchir tous les participants. Pour cela, on a mis ensemble témoignages, communications, réflexions en sous groupes et échanges en plénière pour aborder les différentes questions importantes pour les participants. Avant l'atelier chaque pays participant a fait un travail préparatoire autour des trois points suivants :

- Identification du processus de décision au niveau national ;
- Identification des acteurs potentiels pouvant construire une coalition nationale ;
- Identification des poches de résistances.

L'animation de cette démarche a été confiée à une équipe qui facilitait les échanges, regroupait les idées forces et faisait le point en fin de soirée, pour tirer des enseignements et réorienter les échanges des jours suivants. Un comité de rédaction chargé de noter les principaux résultats de l'atelier, a permis de produire un document pour servir d'aide-mémoire à tous les participants.

Enfin, chaque délégation nationale a élaboré au cours des travaux de l'atelier, des programmes nationaux pour mettre en œuvre le plaidoyer.

6. CONCLUSION-APPEL

En conclusion, nous, membres de la coalition pour la protection du patrimoine génétique africain avons lancé, un appel pressant aux décideurs de nos pays respectifs et aux autorités de l'UEMOA pour qu'ils prennent des mesures qu'il faut pour :

- Rendre facile le déroulement des actions de la campagne de plaidoyer ;
- Elaborer, adopter, et mettre en application des textes de lois nationales et règlements nécessaires qui s'inspirent des lois modèles de l'Union Africaine sur les droits des agriculteurs et des communautés locales et sur la biosécurité.

Pour de plus amples informations, contacter Ibrahim Ouédraogo, Secrétaire Général d'INADES-Formation, 08 BP : 8 Abidjan 08, Tél : 225 22400216, Fax : 225 22400230, Email : ifsiège@inadesfo.ci
